



MAIRIE DE NOINTEL



DOSSIER DE MARIAGE



Ce dossier est à compléter et à apporter à la mairie de votre domicile **au moins 30 jours avant la date fixée pour le mariage**. Une audition des futurs(es) époux(ses) aura lieu avant la publication des bans.

PIÈCES A FOURNIR :

Pour chacun des époux :

- Une copie intégrale de l'acte de naissance datée de moins de 3 mois (six mois si délivré par un officier d'état civil consulaire) et à renouveler éventuellement suivant la date prévue pour la cérémonie du mariage.

Si votre commune de naissance peut transmettre directement vos données d'état civil auprès de votre mairie de mariage, la présentation d'un acte de naissance dans le cadre de votre mariage n'est plus nécessaire.

Vérifier si vous devez fournir un acte de naissance :

www.service-public.gouv.fr/simulateur/calcul/ActeNaissance

- Photocopie d'une pièce d'identité (carte d'identité, passeport, carte de séjour...).
- Justificatif de domicile (titre de propriété, certificat d'imposition, quittance de loyer, assurance pour le logement, facture EDF, Gaz, Eau, Téléphone).
Si vous êtes hébergé : fournir un justificatif de domicile au nom de l'hébergeant, une pièce d'identité de l'hébergeant et une attestation sur l'honneur de l'hébergeant (document joint).
- Attestation sur l'honneur (document joint).
- Pour les futurs époux veufs : fournir une copie de l'acte de décès du conjoint disparu.

AUTRES PIÈCES

- Liste des témoins (document joint) accompagnée de la photocopie de leur pièce d'identité.
- Si établissement d'un contrat de mariage, joindre le certificat du notaire en original.
- Si enfants en commun, fournir l'acte de naissance des enfants daté de moins de 3 mois ainsi que le livret de famille.

Pour les personnes de nationalité étrangère :

- Acte de naissance plurilingue ou en langue étrangère accompagné de sa traduction (par traducteur assermenté).
- Certificat de coutume et certificat de célibat (ou capacité matrimoniale) datés de moins de 6 mois (à demander au consulat de votre pays en France) et à renouveler éventuellement suivant la date prévue pour la cérémonie du mariage.
- En cas de non compréhension de la langue française, la présence d'un traducteur assermenté est obligatoire le jour de la cérémonie. Il devra fournir une attestation de présence et la copie de sa carte professionnelle.

Mentions légales : Le Maire de la Mairie de Nointel (Oise) sis à Nointel (60840), Place de la Mairie a désigné l'ADICO sis à Beauvais (60000), 2 rue Jean Monnet en qualité de délégué à la protection des données.

Les données recueillies dans ce formulaire sont destinées à la constitution d'un acte de mariage. Ce traitement est basé sur le consentement des personnes concernées.

Les données sont destinées à la Mairie de Nointel et au Procureur de la République de Beauvais (60000). Elles sont conservées en Mairie jusqu'au 31 décembre de l'année N puis transmises au Procureur de la République.

Conformément aux articles 15 à 22 du règlement 2016/079 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, d'opposition et de portabilité des données vous concernant. Pour exercer ces droits, nous vous invitons à contacter la mairie de Nointel (mairie.nointel@wanadoo.fr ou Place de la Mairie 60840 NOINTEL). Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation en ligne ou par voie postale à la CNIL.

Mariage prévu le àh

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU (A LA) FUTUR(E) ÉPOUX(SE)

NOM :

Prénoms (tous les prénoms dans l'ordre de l'état civil) :

.....

Date de naissance :

Lieu : Département :

Profession :

Veuf(ve) ou divorcé(e) de :

Domicilié(e) à (adresse complète) :

.....

Résident(e) à (adresse complète) :

.....

Tél.: Mail :

PARENTS :

Nom et prénoms :

Domicilié(e) à (adresse complète) :

.....

Profession :

ou

Décédé(e) le :

Nom et prénoms :

Domicilié(e) à (adresse complète) :

.....

Profession :

ou

Décédé(e) le :

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU (A LA) FUTUR(E) ÉPOUX(SE)

NOM :

Prénoms (tous les prénoms dans l'ordre de l'état civil) :

.....

Date de naissance :

Lieu : Département :

Profession :

Veuf(ve) ou divorcé(e) de :

Domicilié(e) à (*adresse complète*) :

.....

Résident(e) à (*adresse complète*) :

.....

Tél. : Mail :

PARENTS :

Nom et prénoms :

Domicilié(e) à (*adresse complète*) :

.....

Profession :

ou

Décédé(e) le :

Nom et prénoms :

Domicilié(e) à (*adresse complète*) :

.....

Profession :

ou

Décédé(e) le :

RENSEIGNEMENTS COMMUNS

Nombre d'enfants communs :

- Nom, Prénoms :
- Date et lieu de naissance :

- Nom, Prénoms :
- Date et lieu de naissance :

- Nom, Prénoms :
- Date et lieu de naissance :

- Nom, Prénoms :
- Date et lieu de naissance :

Adresse du futur domicile conjugal :
.....

Contrat de mariage : OUI NON

Si contrat de mariage : passé le devant Me
Notaire à

Besoin d'un certificat de mariage civil : OUI NON

Echange des alliances lors de la cérémonie à la Mairie : OUI NON

Parution dans la presse locale : OUI NON
(bulletin municipal papier et numérique)

Date et signature du (de la) futur(e) époux(se)

Date et signature du (de la) futur(e) époux(se)

////////////////////////////////////
RÉSERVÉ A L'ADMINISTRATION

Publié le

Expédié le à

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES TÉMOINS

Les témoins sans distinction de sexe ou de nationalité, doivent être âgés de 18 ans révolus.

Le mari et la femme peuvent être témoins au même mariage.

Les témoins doivent être au nombre de deux au moins, de quatre au maximum.

Joindre la photocopie de la carte d'identité au dossier.

Nom et prénoms :

Profession :

Domicile (adresse complète)

.....

Nom et prénoms :

Profession :

Domicile (adresse complète) :

.....

Nom et prénoms :

Profession :

Domicile (adresse complète)

.....

Nom et prénoms :

Profession :

Domicile (adresse complète) :

.....

ATTESTATION SUR L'HONNEUR FUTUR(E) ÉPOUX(SE)

(Article 6 du Décret n° 53.914 du 26 septembre 1953,
modifié par le Décret n° 74.449 du 15 mai 1974)

Je soussigné(e),

Né(e) le

à

ATTESTE SUR L'HONNEUR

Avoir mon domicile à

.....

Avoir ma résidence où j'ai résidé sans interruption : (adresse complète)

.....

depuis le

**

.....

.....

.....

** Selon le cas, l'intéressé(e) doit indiquer ci-dessus en toutes lettres « j'atteste sous serment ne pas être marié(e) » ou « j'atteste sous serment ne pas être remarié(e) depuis le (date de dissolution du mariage précédent) ».

A, le

Signature

Article 441-7 du Code Pénal

« Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 245 € d'amende le fait :

- 1- D'établir une attestation ou un certificat faisant état des faits matériellement inexacts ;
- 2- De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3- De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié

Les peines sont portées à 3 ans d'emprisonnement et à 45 735 € d'amende lorsque l'infraction en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui. »

ATTESTATION SUR L'HONNEUR FUTUR(E) ÉPOUX(SE)

(Article 6 du Décret n° 53.914 du 26 septembre 1953,
modifié par le Décret n° 74.449 du 15 mai 1974)

Je soussigné(e),

Né(e) le

à

ATTESTE SUR L'HONNEUR

Avoir mon domicile à

.....

Avoir ma résidence où j'ai résidé sans interruption : (adresse complète)

.....

depuis le

**

.....

.....

.....

** Selon le cas, l'intéressé(e) doit indiquer ci-dessus en toutes lettres « j'atteste sous serment ne pas être marié(e) » ou « j'atteste sous serment ne pas être remarié(e) depuis le (date de dissolution du mariage précédent) ».

A, le

Signature

Article 441-7 du Code Pénal

« Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 245 € d'amende le fait :

- 1- D'établir une attestation ou un certificat faisant état des faits matériellement inexacts ;
- 2- De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3- De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié

Les peines sont portées à 3 ans d'emprisonnement et à 45 735 € d'amende lorsque l'infraction en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui. »

ATTESTATION SUR L'HONNEUR DE L'HÉBERGEANT

(Article 6 du Décret n° 53.914 du 26 septembre 1953,
modifié par le Décret n° 74.449 du 15 mai 1974)

Je soussigné(e),

Né(e) le

à

ATTESTE SUR L'HONNEUR

Héberger à mon domicile (adresse complète)

.....

Monsieur ou Madame

de manière continue depuis au moins un mois.

A, le

Signature

**Joindre un justificatif de domicile de moins de 3 mois
ainsi que la photocopie d'une pièce d'identité.**

Article 441-7 du Code Pénal

« Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 245 € d'amende le fait :

- 1- D'établir une attestation ou un certificat faisant état des faits matériellement inexacts ;
- 2- De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3- De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié

Les peines sont portées à 3 ans d'emprisonnement et à 45 735 € d'amende lorsque l'infraction en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui. »

INFORMATIONS SUR LE DROIT DE LA FAMILLE

Ce document est destiné à donner une information générale sur le droit tel qu'il résulte des lois et règlements en vigueur.

NOM DES EPOUX ET DE LEURS ENFANTS

Le mariage est sans effet sur le nom des époux, qui continuent chacun d'avoir pour seul nom officiel celui qui résulte de leur acte de naissance. Toutefois, chacun des époux bénéficie de l'usage, s'il le désire, du nom de son conjoint, en l'ajoutant ou en le substituant à son propre nom.

Les époux choisissent le nom de famille qui est dévolu à leur premier enfant commun, soit le nom du père, soit le nom de la mère, soit leurs deux noms accolés suivant l'ordre qu'ils ont choisi et dans la limite d'un seul nom de famille pour chacun d'eux. Ils remettent le document mentionnant la déclaration de choix de nom à l'officier de l'Etat Civil du lieu de naissance de l'enfant.

En l'absence de déclaration conjointe de choix de nom, l'enfant commun prend le nom de son père. Le nom dévolu au premier enfant commun est valable pour les autres enfants communs du couple.

La faculté de choix de nom ne peut être exercée qu'une seule fois.

DROITS ET DEVOIRS RESPECTIFS DES EPOUX

Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance et s'obligent à une communauté de vie.

Ils assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille. Ils pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir.

Les époux contribuent aux charges du mariage à proportion de leurs facultés respectives. Toutefois, un aménagement de cette contribution peut être prévu par contrat de mariage.

Chacun des époux peut passer seul les contrats qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants. Les dettes ainsi contractées engagent les deux époux, sauf lorsqu'elles sont manifestement excessives.

Chaque époux peut librement exercer une profession, percevoir ses gains et salaires et en disposer après s'être acquitté des charges du mariage.

Chacun des époux peut se faire ouvrir tout compte de dépôt (notamment comptes-chèques postaux, compte bancaire, livret d'épargne) et tout compte de titres en son nom personnel. A l'égard du dépositaire, le déposant est toujours réputé avoir la libre disposition des fonds et des titres en dépôt.

Si l'un des époux se trouve hors d'état de manifester sa volonté ou s'il met en péril les intérêts de la famille, l'autre époux peut faire prendre en justice toutes mesures nécessaires ou même se faire transférer l'administration des biens normalement gérés par son conjoint.

OBLIGATIONS ALIMENTAIRES DUES AUX EPOUX ET PAR EUX.

Les époux ont l'obligation de nourrir et entretenir leurs enfants. Cette obligation ne cesse pas de plein droit lorsque les enfants sont majeurs. Réciproquement, les enfants doivent des aliments à leurs parents qui sont dans le besoin.

Les gendres et belles-filles doivent des aliments à leurs beaux-parents. Cette obligation cesse lorsque celui des époux qui créait des liens d'alliance et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés. Réciproquement, les beaux-parents sont tenus de cette obligation envers leur gendre et belle-fille.

FILIATION

L'enfant né dans le mariage doit être déclaré, mais aucune démarche supplémentaire n'est demandée aux parents pour reconnaître leur enfant.

Celui-ci portera de nom de famille du père, de la mère ou des deux conformément à la loi du 4 mars 2002 modifiée relative au nom de famille et entrée en application depuis le 1^{er} janvier 2005. Le nom dévolu au premier enfant vaut pour les autres enfants communs.

Depuis le 1^{er} juillet 2006, il n'y a plus lieu de distinguer enfant légitime, enfant naturel et enfant légitimé par mariage. La loi prévoit désormais une égalité totale des régimes et répond ainsi à l'évolution de la société française qui compte désormais une augmentation importante du nombre de naissance d'enfants en dehors des liens du mariage.

ADOPTION

Les époux peuvent adopter un enfant lorsque le mariage dure depuis plus de 2 ans ou lorsque les deux époux ont plus de 28 ans.

Un époux peut également adopter l'enfant de son conjoint sous certaines conditions. L'adoption est prononcée à la requête de l'adoptant par le Tribunal de Grande Instance qui vérifie si les conditions posées par la loi sont remplies et si l'adoption est conforme à l'intérêt de l'enfant.

Cette adoption peut être plénière, auquel cas le lien de filiation créé par l'adoption se substitue au lien de filiation d'origine, ou simple, les deux liens de filiation coexistant alors.

L'adoption plénière confère à l'enfant le nom de l'adoptant. En cas d'adoption par deux époux, le nom conféré à l'enfant peut être soit le nom du père, soit le nom de la mère, soit le nom accolé de chacun des deux parents dans l'ordre qu'ils choisissent et dans la limite d'un seul nom pour chacun.

En cas d'adoption simple, le nom de l'adoptant est adjoint au nom de l'adopté. Lorsque l'adopté et l'adoptant, ou l'un deux, portent un double nom, le nom conféré à l'adopté résulte de l'adjonction du nom de l'adoptant à son propre nom, dans la limite d'un seul nom pour chacun d'eux. Le choix appartient à l'adoptant qui doit recueillir le consentement de l'adopté âgé de plus de 13 ans. En cas de désaccord ou à défaut de choix, le nom conféré résulte de l'adjonction du premier nom de l'adoptant au premier nom de l'adopté.

En cas d'adoption par deux époux, le nom ajouté au nom de l'adopté est, à la demande des adoptants, soit celui du mari, soit celui de la femme, dans la limite d'un nom pour chacun d'eux et, à défaut d'accord entre eux, le premier nom du mari. Si l'adopté porte un double nom de famille, le choix du nom conservé appartient aux adoptants qui doivent recueillir le consentement de l'adopté âgé de plus de treize ans. En cas désaccord ou à défaut de choix, le nom des adoptants retenu est ajouté au premier nom de l'adopté.

Le Tribunal peut toutefois, à la demande de l'adoptant, décider que l'adopté ne portera que le nom de l'adoptant. En cas d'adoption par deux époux, le nom de famille substitué à celui de l'adopté peut, au choix des adoptants, être soit celui du mari, soit celui de la femme, soit les noms accolés des époux dans l'ordre choisi par eux et dans la limite d'un seul nom pour chacun d'eux. Cette demande peut également être formée postérieurement à l'adoption. Si l'adopté est âgé de plus de treize ans, son consentement est nécessaire.

AUTORITE PARENTALE

L'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. Elle appartient en commun aux parents jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne.

A l'égard des tiers, chacun des parents peut accomplir seul les actes usuels qui concernent l'enfant. Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité.

L'enfant a le droit, sauf motifs graves, d'entretenir des relations personnelles avec ses grands-parents et autres ascendants.

LOGEMENT DES EPOUX

Les époux sont cotitulaires du bail qui sert exclusivement à leur habitation, même s'il a été conclu seulement par l'un d'entre eux avant le mariage.

Les époux ne peuvent l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels est assuré le logement de la famille (notamment par vente ou résiliation du bail), ni des meubles meublants dont il est garni.

REGIME FISCAL

Les époux sont soumis à une imposition commune pour les revenus perçus par chacun d'eux pour l'année entière au cours de laquelle ils se sont mariés et pour les années suivantes. Toutefois, au titre de l'année du mariage et sur option irrévocable, les époux peuvent souscrire deux déclarations distinctes comportant les revenus dont chacun a disposé personnellement pour l'année entière.

Chacun des époux est tenu solidairement avec son conjoint du paiement de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

REGIME MATRIMONIAL

Les époux peuvent choisir librement leur régime matrimonial en établissant un contrat de mariage devant notaire. A défaut de contrat, les époux sont soumis automatiquement au régime légal de la communauté.

Régime légal de la communauté :

Les biens acquis par les époux et les revenus sont communs.

Les biens dont chacun des époux était propriétaire avant le mariage et ceux que chacun reçoit par donation ou succession au cours du mariage leur demeurent propres.

Chaque époux administre et dispose librement de ses biens propres.

La communauté est tenue du paiement des dettes contractées par un époux au cours du mariage.

Régimes conventionnels de communauté :

Le régime légal de la communauté peut être aménagé par contrat de mariage. Notamment, les époux peuvent prévoir une communauté universelle qui regroupe l'ensemble de leurs biens présents et à venir ou encore prévoir qu'en cas de décès de l'un d'eux, il sera attribué au survivant une part inférieure ou supérieure à la moitié de la communauté ou même la totalité des biens communs.

1- Régime de la séparation de biens :

Les biens acquis par chaque époux et les revenus qu'ils perçoivent pendant le mariage leur demeurent personnels. Cependant, les époux peuvent effectuer des achats en indivision.

Les biens sur lesquels aucun des époux ne peut justifier d'une propriété exclusive sont présumés leur appartenir par moitié.

Les dettes contractées par un époux, n'engagent pas son conjoint, à l'exception celles qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

2- Régime de la participation aux acquêts :

Pendant le mariage, le régime fonctionne comme si les époux étaient mariés sous le régime de la séparation de biens.

Au moment de la dissolution du mariage, la valeur des biens qui ont été acquis pendant l'union est partagée par moitié entre les époux, à l'exclusion de la valeur de ceux qui ont été reçus par donation ou succession.

Les dettes contractées par un époux n'engagent pas son conjoint, à l'exception des celles qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

Changement de régime matrimonial :

Quel que soit le régime matrimonial choisi au moment du mariage, les époux peuvent au bout de 2 ans, dans l'intérêt de la famille, décider de le modifier ou d'en changer. Un acte notarié, soumis à l'homologation du Tribunal, doit être établi à cet effet.

Cas où l'un des conjoints est de nationalité étrangère ou a son domicile à l'étranger :

Lorsque l'un des conjoints est de nationalité étrangère ou a son domicile à l'étranger, les époux peuvent choisir au moment du mariage, ou au cours de l'union, la loi applicable à leur régime matrimonial.

Cette loi est celle de l'Etat dont l'un des époux a la nationalité ou celle de l'Etat sur le territoire duquel l'un des époux a ou aura sa résidence habituelle après le mariage. A défaut de cette désignation, le régime matrimonial est soumis à la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel les époux établissent leur première résidence habituelle après le mariage, sous réserve de certaines exceptions.

DROITS DU CONJOINT SURVIVANT

Le conjoint hérite en pleine propriété d'une partie de la succession quels que soient les membres de la famille laissés par le défunt, sous réserve des actes de disposition à titre gratuit (donation ou testament) consentis par l'époux prédécédé à d'autres personnes.

En présence d'enfants ou de descendants, le conjoint hérite d'un quart en propriété. Lorsque les enfants sont issus des deux époux, le conjoint peut choisir de recevoir l'usufruit de la totalité des biens existants, plutôt qu'un quart en propriété. Dans ce dernier cas, une conversion en rente viagère de l'usufruit peut être demandé par l'un des héritiers nus-propriétaires ou par le conjoint lui-même.

En présence des père et mère du défunt, le conjoint reçoit la moitié en propriété. En cas de prédécès du père ou de la mère, le conjoint hérite des trois quarts.

A défaut d'enfants, de descendants et des père et mère, le conjoint survivant hérite de l'entière succession.

Au décès de l'un des époux, le conjoint survivant peut rester dans le logement qu'il occupe pendant un an. Lorsque le logement appartient aux époux ou dépend de la succession, il s'agit d'une jouissance gratuite. Lorsque le logement est loué, la succession doit rembourser les loyers au conjoint survivant.

Au cours de ce délai d'un an, le conjoint peut demander à bénéficier de droits viagers d'habitation sur le logement et d'usage sur le mobilier. La valeur de ces droits viagers s'impute sur la valeur de la part successorale éventuellement recueillie par le conjoint survivant.

Lorsque le logement est loué, le conjoint devient le bénéficiaire exclusif du droit au bail dont les époux étaient cotitulaires.

En cas de partage, le conjoint survivant bénéficie d'une attribution préférentielle de droit du local d'habitation où il avait sa résidence à l'époque du décès et du mobilier le garnissant.

Les droits du conjoint survivant peuvent être aménagés par contrat de mariage, donation ou testament. Toutefois, en toute hypothèse, lorsque le défunt ne laisse que des parents éloignés, un quart de la succession est réservé au conjoint survivant.